

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **C&D FOODS France**

37 rue Montetebello  
62200 Boulogne-sur-Mer

Références : \\?\H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\02\_CAPECURE\C&D FOODS France  
\_Boulogne sur Mer\C&D FOODS France MONTEBELLO\_Boulogne sur Mer\_070.01139\2\_Inspections\2023\_03\_15\_Etat des  
stocks\C&D\_FOODS\_France\_Boulogne\_sur\_Mer\_RAPVI\_0007001139.odt  
Code AIOT : 0007001139

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement C&D FOODS France implanté 37-41 rue Montebello 62200 Boulogne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C&D FOODS France
- 37-41 rue Montebello 62200 Boulogne-sur-Mer
- Code AIOT : 0007001139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement C&D FOODS France (site Montebello) a été créé dans les années 50. Il est spécialisé dans la fabrication de produits alimentaires pour animaux de compagnie (conserves, pochons).

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23/05/2002.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale : états des stocks

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : État des matières stockées – Généralités</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pu présenter rapidement un état des stocks très détaillé.</p> <p>Le logiciel de gestion permet d'établir sans délai les quantités stockées par type de produits, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 86 tonnes d'étiquettes</li> <li>- 19 tonnes de films plastiques</li> <li>- 57 tonnes de cartons</li> <li>- 36 tonnes d'intercalaires</li> <li>- 574 tonnes de matières premières congelées</li> <li>- 479 tonnes d'ingrédients (dont 5,5 tonnes d'huile)</li> <li>- un stockage extérieur de palette en bois (1944 palettes de 20 kg ; 795 palettes de 35 kg et 958 palettes de 20 kg)</li> </ul> <p>Les produits finis ne pas sont stockés sur ce site.</p> <p>L'exploitant ne stocke pas de liquides inflammables.</p> <p>Les produits dangereux, utilisés pour le nettoyage, sont gérés par la société Atalian sur le logiciel GIPSE (Gestion Informatisée et Personnalisée du Suivi d'Exploitation). L'exploitant a pu consulter facilement les données de la société Atalian via le portail client. Leur volume est très restreint : environ 2,4 tonnes. Ces produits doivent également figurer sur l'inventaire à destination du SDIS.</p> <p>La lessive de soude (stockage : environ 600 litres) et le produit Nalco 7359 (stockage : environ 250 litres) ne sont pas mentionnés dans le suivi Atalian car ces produits dangereux ne sont pas utilisés pour le nettoyage des installations. Le stockage de ces produits est suivi via la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur). Ces produits doivent également figurer sur l'inventaire à destination du SDIS.</p> <p>Les déchets n'ont pas été abordés lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué par courriel du 23/03/2023 les types de déchets et la capacité des contenants. Le site peut stocker, au quotidien, au maximum la quantité de 34,1 tonnes de déchets. Il est également nécessaire que les déchets figurent sur le bilan mis à disposition des secours.</p> <p>L'état des stocks est mis à jour en permanence. De plus, des clôtures hebdomadaires permettent également de recalculer les données. Un inventaire annuel est réalisé à la fin mars de chaque année.</p> <p>Une visite de terrain a été réalisée au niveau des différents entrepôts et du local produits dangereux. Aucun écart (vérification faite par sondage) n'a été relevé entre les stocks présents et l'état fourni.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats :</b> Les FDS sont archivées sur le logiciel GIPSE par Atalian et sur le réseau informatique du site pour les produits autres que ceux utilisés pour le nettoyage. Des essais de traçabilité ont été réalisés sur plusieurs produits : DEPTIL APM, DEPTAL MCL et DEPTACID ARS. Les fiches de données de sécurité ont pu être présentées rapidement pour chaque produit. Les FDS sont récentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'inspection a rappelé que l'état des stocks doit pouvoir être fourni aux services de secours si les bâtiments ne sont plus accessibles. L'exploitant a déclaré que l'état des stocks pouvait être consulté depuis l'extérieur via les moyens de connexion à disposition des personnels (PC portable). Les données sont copiées et stockées sur un serveur situé en Irlande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet